

Pakistan : l'embrasement du désespoir

mardi 1er janvier 2008, par [ALI Tariq](#) (Date de rédaction antérieure : 28 décembre 2007).

Nous [A l'encontre] publions ci-dessous un article de Tariq Ali, paru le 28 décembre 2007. Tariq Ali ayant fréquenté une partie des mêmes grandes écoles anglaises que Bénazir Bhutto, la connaissait. De même, une extraction sociale analogue, dans un pays comme le Pakistan, n'est pas étrangère à l'existence d'un réseau de connaissances, outre l'exil à Londres. La conclusion politique, sous forme de vœux, avancée par Tariq Ali - refonder un « vrai » PPP - peut être débattue. Cette orientation traduit une vision tragique - certainement justifiée - de la situation socio-économique au Pakistan. (réd. d'A l'encontre)

Même ceux qui parmi nous étaient très critiques à l'égard du comportement et de la politique de Benazir Bhutto – aussi bien lorsqu'elle était au gouvernement comme premier ministre [de 1988 à 1990 et de 1993 à 1996] que récemment – sont abasourdis et indignés par sa mort. La colère et la crainte traversent le pays une fois de plus.

Une étrange coexistence entre despotisme militaire et anarchie a créé les conditions conduisant à son assassinat hier à Rawalpindi. Dans le passé, la loi martiale était censée préserver l'ordre – et l'a fait pendant quelques années. Mais ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, cette situation génère le désordre et promeut le non-droit. Comment peut-on expliquer autrement le renvoi du chef de la justice et de huit autres juges de la cour suprême pour avoir tenté de rendre les services de renseignement du gouvernement et la police responsables devant les cours de justices [\[1\]](#) ? Leurs remplaçants manquent de la poigne nécessaire pour faire quoi que ce soit et ils feront juste mener une petite enquête de routine sur les méfaits des services secrets (ISI [\[2\]](#)) afin de « découvrir » la vérité qui se cache derrière l'assassinat soigneusement préparé d'un leader politique de première importance.

Comment le Pakistan peut-il être aujourd'hui autre chose qu'un embrasement de désespoir ? L'on suppose que les tueurs étaient des fanatiques du Jihad. Cela peut être vrai, mais ont-ils agi par eux-mêmes ?

Benazir, selon ses proches, avaient été tentée de boycotter les élections truquées, mais elle n'avait pas le courage politique de défier Washington [qui la soutenait]. Elle était pleine de courage physique, et elle refusait de se laisser intimider par les menaces d'opposants locaux. Elle avait même tenu un meeting électoral à Liaquat Bagh. C'est un endroit qui tire son nom de Liaquat Ali Khan, premier Premier Ministre du pays assassiné en 1953. L'assassin, Said Akbar, avait immédiatement été tué sur les ordres d'un officier de police impliqué dans le complot. Non loin de cet endroit, existait autrefois un bâtiment colonial où des nationalistes étaient emprisonnés. C'était la prison de Rawalpindi. C'est là que le père de Benazir, Zulfikar Ali Bhutto, a été pendu en avril 1979. Le tyran militaire responsable [le général Zia ul-Haq] de son exécution judiciaire a fait en sorte que le lieu de la tragédie soit également détruit.

La mort de Zulfikar Ali Bhutto a empoisonné les relations entre son Parti des peuples pakistanais (PPP [\[3\]](#)) et l'armée. Des activistes du parti, particulièrement dans la province du Sind, ont été

brutalement torturés, humiliés et ont parfois même disparu ou ont été tués.

L'histoire turbulente du Pakistan, résultat du règne permanent de la loi martiale et d'alliances internationales impopulaires, confronte maintenant l'élite qui est au pouvoir à des choix sérieux. Celle-ci semble n'avoir aucun objectif positif. L'écrasante majorité du pays quant à elle désapprouve la politique étrangère du gouvernement et est furieuse contre l'absence d'une politique intérieure digne de ce nom. Elle ne sert qu'à perpétuer l'enrichissement d'une élite insensible et avare dont fait partie une armée surdimensionnée et parasitaire. Et tous ces gens doivent maintenant regarder avec impuissance comment des politiciens sont tués sous leurs yeux.

Benazir a survécu auparavant à l'explosion d'une bombe [en octobre 2007, cet attentat a fait 150 morts], mais cette fois elle est morte sous le coup des balles tirées contre sa voiture. Soucieux de leur échec du mois passé à Karachi, les assassins ont pris une double assurance cette fois. Ils voulaient sa mort. Il est ainsi impossible aujourd'hui qu'une élection, même truquée, ait lieu [le 30 décembre 2007 la décision n'était toujours pas prise, y compris au sein du PPP le débat existe sur la participation ou non aux élections, car d'aucun espèrent tirer bénéfices de la sympathie pour Bénazir - réd]. Celles-ci devront être ajournées, et le haut commandement militaire est sans nul doute en train de concocter une autre dose de lois militaires pour le cas où la situation empirerait, ce qui pourrait facilement se produire.

Ce qui s'est passé est une tragédie à multiples strates. C'est d'abord une tragédie pour un pays en route vers de plus grands désastres encore. Des torrents et des cataractes écumantes se trouvent devant nous. Et puis c'est une tragédie personnelle également. La maison des Bhutto a perdu un membre à nouveau. Après un père et deux fils, c'est maintenant une fille qui meurt, et, comme tous les autres, de mort non naturelle.

J'ai rencontré la première fois Benazir dans la maison de son père [4] à Karachi quand elle était une charmante adolescente, puis plus tard à Oxford. Celle-ci n'était pas naturellement politicienne et avait toujours voulu être diplomate, mais une tragédie historique et personnelle l'a poussée dans une autre direction. La mort de son père l'avait transformée. Elle était devenue une nouvelle personne, déterminée à se battre personnellement contre le dictateur militaire de l'époque. Elle avait alors déménagé dans un minuscule appartement à Londres, où elle discutait sans fin du futur du pays. Elle était d'accord que des réformes agraires, des programmes d'éducation de masse, un système de santé et une politique étrangère indépendante constituaient des objectifs constructifs, positifs et même cruciaux s'il était ainsi possible de sauver le pays des vautours avec ou sans uniforme. Son électorat, c'étaient les pauvres, et elle était fière de cela.

Mais elle a changé à nouveau après être devenue premier Ministre. Dans les premiers jours, nous avons eu de vives discussions et en réponse à mes nombreuses plaintes, elle ne répondait rien d'autre que le monde avait changé. Qu'elle ne pouvait se trouver sur le « mauvais côté » de l'histoire. Et c'est ainsi, comme beaucoup d'autres, qu'elle a fait sa paix avec Washington.

Ce qui a finalement conduit à pouvoir négocier avec Musharraf et à permettre son retour à la maison après plus d'une décennie passée en exil. A plusieurs occasions d'ailleurs, elle m'avait dit qu'elle ne craignait pas la mort. Que c'était l'un des dangers auquel on fait face quand on joue à la politique au Pakistan.

S'il est difficile d'imaginer que quoi que ce soit de bon puisse sortir de cette tragédie, il existe cependant un chemin possible. Le Pakistan a désespérément besoin d'un parti politique qui puisse exprimer les besoins sociaux de la plus grande partie de la population. Le Parti du Peuple fondé par Zulfikar Ali Bhutto a été construit par les activistes du seul mouvement de masse populaire que le pays ait connu : des étudiants, des paysans et des ouvriers qui se sont battus pendant trois mois en

1968-69 afin de renverser le premier dictateur militaire du pays. Ils considéraient ce parti comme le leur, et ce sentiment persiste encore aujourd'hui dans certaines parties du pays malgré tout.

La mort certes horrible de Benazir devrait donner à ses collègues une pause pour la réflexion. Le fait pour une organisation politique d'être dépendante d'une personne ou d'une famille peut être nécessaire à certains moments, mais c'est une faiblesse structurelle et non une force. Le Parti du Peuple a besoin d'être refondé en tant qu'une organisation moderne et démocratique, ouverte à la discussion et à au débat honnête, qui défend les droits humains et sociaux et qui unifie les nombreux groupes dispersés et tous les individus qui, au Pakistan, cherchent désespérément une alternative décente, au moins provisoire, et mettent en avant des propositions concrètes pour stabiliser l'Afghanistan occupé et déchiré par la guerre. Cela peut et doit être fait. L'on ne devrait pas demander plus de sacrifices de la part de la famille Bhutto.

P.-S.

* Publié en français sur le site de A l'Encontre. (Traduction A l'Encontre).

* Tariq Ali, après avoir été un des animateurs de la section britannique de la IV^e Internationale, est devenu un écrivain, essayiste et journaliste fort connu en Grande-Bretagne. Ses positions contre la guerre impérialiste en Afghanistan et en Irak en ont fait un des porte-parole publics de la coalition contre la guerre. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, aujourd'hui traduits en français. Il est membre du comité éditorial de la New-Left Review.

Notes

[1] Le président Pervez Musharraf avait imposé le 3 novembre 2007 l'état d'urgence. Il invoquait - comme il est traditionnel dans ce pays où l'armée joue un rôle pivot depuis 1947-1948 - « la défense de l'unité nationale ». Cette fois cette « unité nationale » était « nécessaire » pour lutter contre le terrorisme islamiste et, aussi, contre l'opposition de la Cour suprême. Cette dernière devait se prononcer sur la légalité de sa réélection. Dans son intervention télévisée, le général Musharraf s'en est pris au « militantisme judiciaire ». « Tous les fonctionnaires sont insultés par les tribunaux, et c'est pour cela qu'ils ne peuvent prendre aucune mesure. Il fallait donc mettre hors jeu « l'ordre judiciaire ». La police et l'armée ont encerclé le siège de la plus haute juridiction du pays dans la capitale Islamabad. Un nouveau président a été placé à la tête de la Cour suprême : Hameed Dogar. Iftikhar Mohammed Chaudhry, qui contrariait Musharraf et ses alliés, a été démissionné. Le juge Chaudhry avait été suspendu en mars par le chef de l'Etat pour de présumés abus de pouvoir, mais il avait été rétabli en juillet après d'imposantes manifestations de soutien dans tout le pays. (réd)

[2] L'Inter-Services Intelligence (ISI). Ces services secrets ont été créés - sans hasard aucun - par un ex-haut officier britannique lors de la partition de l'Inde qui donna naissance au Pakistan : le Maj Gen R Cawthome.. Le chef de l'armée Ayub Khan, dès le début des années 1950, ne cessera de les développer afin de réprimer toute opposition sérieuse et de confirmer les positions de pouvoir des hautes sphères de l'armée. (réd)

[3] Le PPP a été créé en novembre 1967 par le père de Bénazir : Zulfikar Ali-Bhutto. Dans l'ambiance internationale de l'époque, ce grand propriétaire terrien affilié le PPS à la II^e Internationale social-démocrate et fait du slogan suivant le logo de son parti : « *L'islam est notre foi ; la démocratie notre politique et le socialisme notre économie* ». Bien que portant la casquette Mao et se rendant en Chine pour obtenir de l'armement, Bhutto a toujours fait attention de

maintenir des bonnes relations avec les Etats-Unis, dans un jeu complexe au plan géopolitique. Il fut président de 1971 à 1973 et premier ministre de 1973 à 1977. Le PPP a toujours disposé d'une direction dont une partie des membres sortait des grandes universités anglaises ou américaines.

[4] e clan Bhutto : le grand-père de Bénazir était Shahnawaz Bhutto une des figures de proue de la Ligue musulmane qui participa à la sécession du Pakistan, ce qui arrangeait le colonialisme britannique et les Etats-Unis. La mère de Bénazir, Nusrat Bhutto, juriste, a pris le contrôle du PPP après la mort de son mari. Sa fille, Bénazir, va prendre la relève assez vite. Un des deux frères de Bénazir, Murtaza Bhutto, a été tué proche de sa résidence de Karachi, alors que Bénazir était Premier ministre. Une partie du clan familial lui reprocha, de suite, de n'avoir rien fait pour jeter la lumière sur cet assassinat. L'autre frère, Shahnwaz Bhutto était censé organiser l'opposition au général Zia depuis la France ; il est mort dans des circonstances peu claires sur la Riviera française, où sa fortune lui permettait de « prendre l'air ». La femme de Murtaza, Ghinwa Bhutto, a accusé Bénazir et son mari Asif Ali Zardari - il fut fortement impliqué dans des affaires énormes de corruption, ayant des ramifications dans les banques helvétiques ; il sera d'ailleurs emprisonné durant de longues années et sérieusement maltraité - d'avoir favorisé la mort de son mari. Elle a créé une fraction dissidente du PPP dont le succès a été plus que limité. Le réseau clientéliste du père restant dans les mains de Bénazir. Après l'assassinat de Bénazir, dans la meilleure tradition des clans, la discussion est déjà lancée pour savoir si Bilawal Zardari, âgé de 19 ans, prendra la succession. (réd)